

P028-20200827-Obligation du port de masque - Chartres6

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL

**imposant le port du masque pour les personnes de onze ans et plus
dans les rues du coeur de ville de Chartres tous les samedis de 6 heures à 00 heures 00
à compter du samedi 29 août 2020 jusqu'au samedi 31 octobre 2020**

*La Préfète d'Eure-et-Loir,
Officier de l'ordre national du mérite*

Vu le code la santé publique, notamment son article L.3136-1 ;

Vu la loi n°2020-856 du 9 juillet 2020 organisant la sortie de l'état d'urgence sanitaire ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

Vu le décret du Président de la République en date du 30 octobre 2019 portant nomination de Madame Fadela BENRABIA en qualité de Préfète du département d'Eure-et-Loir ;

Vu le décret n°2020-860 du 10 juillet 2020 modifié prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de Covid-19 dans les territoires sortis de l'état d'urgence sanitaire et dans ceux où il a été prolongé, et notamment son article 1^{er} ;

Considérant que l'Organisation Mondiale de la Santé a déclaré, le 30 janvier 2020, que l'émergence d'un nouveau coronavirus (Covid-19) constitue une urgence de santé publique de portée internationale ;

Considérant le caractère pathogène et contagieux du virus SARS-Cov-2 ;

Considérant l'évolution de la situation épidémique dans le département de l'Eure-et-Loir, le caractère actif de la propagation du virus SARS-Cov-2 et ses effets en termes de santé publique ;

Considérant que la loi n° 2020-856 du 9 juillet 2020 organisant la sortie de l'état d'urgence prévoit, à son article 1^{er}, d'une part, que le Premier ministre peut réglementer la circulation des personnes et l'ouverture au public, y compris les conditions d'accès et de présence, de certains établissements recevant du public et, d'autre part, qu'il peut habilitier les préfets à prendre toutes mesures générales ou individuelles d'application de cette réglementation ;

Considérant qu'aux termes des dispositions du II de l'article 1^{er} du décret n°2020-860 susvisé : « Dans les cas où le port du masque n'est pas prescrit par le présent décret, le préfet de département est habilité à le rendre obligatoire, sauf dans les locaux d'habitation, lorsque les circonstances locales l'exigent » ;

Considérant que l'agence régionale de santé Centre-Val de Loire recommande d'imposer le port du masque pour réduire la circulation du virus et éviter la diffusion de l'épidémie dans la population générale, tant dans les établissements clos recevant du public (ERP) que dans l'espace public caractérisé par une forte concentration de population ;

Considérant que le taux d'incidence de 20,5 cas pour 100 000 habitants, mesuré dans le département en date du 23/08/2020, est en augmentation constante et a dépassé le seuil de vigilance (10 cas pour 100 000 habitants) ;

Considérant l'urgence et la nécessité qui s'attachent à la prévention de tout comportement de nature à augmenter ou à favoriser les risques de contagion, en particulier dans l'espace public à forte fréquentation et, par suite, propices à la circulation du virus ; qu'en outre, une hausse des contaminations et un afflux massif de patients seraient de nature à détériorer les capacités d'accueil du système médical départemental ;

Considérant que l'intérêt de la santé publique justifie de prendre des mesures proportionnées aux risques encourus et appropriées aux circonstances afin de prévenir et limiter les conséquences et les menaces possibles sur la santé de la population ;

Considérant qu'il appartient au préfet de prévenir les risques de propagation des infections par des mesures adaptées, nécessaires et proportionnées ;

Considérant que le port du masque obligatoire, pour les personnes de onze ans et plus, constitue une mesure de nature à limiter le risque de circulation du virus dans l'espace public caractérisé par une forte concentration de personnes ; qu'il y a lieu de le rendre obligatoire dans les espaces publics favorisant la concentration de population en raison de la nature de ces espaces ou de l'activité qui s'y déploient ;

Considérant les circonstances locales particulières dues à l'attrait pour les touristes du territoire communal et à l'importance des flux de populations dans les rues du coeur de ville de Chartres le samedi et la nécessité d'y faire particulièrement respecter les gestes barrières ;

Considérant que le port du masque, dans l'espace public et en particulier dans les rues du coeur de ville de Chartres est le seul moyen d'assurer le respect des mesures dites barrières ;

Sur proposition de la Sous-préfète, Directrice de cabinet ;

Arrête

Article 1^{er} : Le port du masque en extérieur est obligatoire pour les personnes de onze ans et plus dans les rues du coeur de ville de Chartres, tels que définis à l'article 2 du présent arrêté, tous les samedis de 6 heures à 00 heures 00, à compter du samedi 29 août 2020 à 6 heures et jusqu'au samedi 31 octobre à 00 heures 00.

Article 2 : L'espace public concerné par le présent arrêté est défini par les rues et lieux suivants :

- Place des Epars,
- Boulevard Chasles, côtés pair et impair,
- Esplanade de la Résistance,
- Boulevard Maurice Viollette,
- Place du Général de Gaulle,
- Rue Collin d'Harleville,
- Place Jean Moulin,
- Rue Sainte Même,
- Rue de l'Étroit Degré,
- Cloître Notre Dame,
- Jardins de l'Évêché,
- Jardin du musée des Beaux-arts,
- Rue des Acacias,
- Rue au Lait,
- Rue aux Herbes,
- Rue Fulbert,
- Passage Étienne Houvet,
- Rue de Bethléem,
- Parvis de la Cathédrale,
- Rue Percheronne,
- Rue d'Alger,
- Rue Sainte Foy,

- Place Sainte Foy,
- Rue de la Bourdinière,
- Square Jean Lelièvre,
- Place Châtelet,
- Rue Famin,
- Galerie de France,
- Galerie Noël Ballay,
- Rue Delacroix,
- Rue Noël Ballay,
- Rue du Soleil d'Or,
- Place Cazalis,
- Rue Serpente,
- Rue Henri Garnier,
- Rue des Changes,
- Impasse des Changes,
- Rue de la Poissonnerie,
- Place de la Poissonnerie,
- Tertre de la Poissonnerie,
- Rue de la Petite Cordonnerie,
- Rue de la Porte Cendreuse,
- Rue de la Pie,
- Rue du Poisson Doux,
- Place Billard,
- Rue Noël Parfait,
- Rue Saint-Martin,
- Place Estienne d'Orves,
- Place Marceau,
- Place du Cygne,
- Rue Marceau,
- Rue du Bois Merrain,
- Rue Couverte,
- Rue des Bouchers,
- Rue Mathurin Régnier,
- Rue du Puits de l'Ours,
- Rue du Petit Change,
- Rue de la Tonnellerie,
- Rue du Maréchal De Lattre de Tassigny,
- Rue de la Volaille,
- Rue de l'Epervier,
- Rue de la Clouterie,
- Rue des Vieux Rapporteurs,
- Rue des Grenets,
- Place Saint Aignan,
- Tertre Saint Aignan,
- Place de l'Etape Au Vin,
- Rue de la Poêle Percée,
- Rue Montescot,
- Place des Halles,
- Carrefour des Halles,

- Rue Daniel Boutet,
- Rue des Côtes,
- Rue aux Ormes,
- Place de la Porte Michel,
- Place Evora,
- Rue Saint Michel,
- Rue au Lin,
- Rue de la Mairie.

Article 3 : L'obligation du port du masque prévue par l'article 1^{er} ne s'applique pas aux personnes en situation de handicap munies d'un certificat médical justifiant de cette dérogation et qui mettent en œuvre la distanciation physique prescrite par l'article I du décret du 10 juillet 2020 susvisé et les mesures sanitaires, définies par son annexe 1, de nature à prévenir la propagation du virus.

Article 4 : Conformément aux dispositions du VII de l'article 1^{er} de la loi n°2020-856 du 9 juillet 2020 susvisée, la violation des mesures prévues par le présent arrêté est punie de l'amende prévue pour les contraventions de la 4^{ème} classe et, en cas de récidive dans les quinze jours, d'une amende prévue pour les contraventions de 5^{ème} classe ou en cas de violation à plus de trois reprises dans un délai de trente jours, de six mois d'emprisonnement et de 3 750 € d'amende, ainsi que de la peine complémentaire de travail d'intérêt général.

Article 6: La Sous-préfète, Directrice de Cabinet, le Secrétaire Général, Sous-préfet de l'arrondissement de Chartres, le Directeur Départemental de la Sécurité Publique d'Eure-et-Loir, le Maire de la ville de Chartres chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture d'Eure-et-Loir et dont un exemplaire sera transmis, sans délai, au procureur de la République près le tribunal judiciaire de Chartres.

Fait à Chartres le **28 AOUT 2020**

La Préfète,



Fadela BENRABIA

Dans un délai de deux mois à compter de la date de notification ou de publication du présent acte, les recours suivants peuvent être introduits, conformément aux dispositions de l'article R. 421-2 du code de justice administrative :

- un recours gracieux, adressé à : Madame la Préfète – Place de la République – CS 80537 – 28019 CHARTRES CEDEX
- un recours hiérarchique, adressé au(x) ministre(s) concerné(s) ;

Dans ces deux cas, le silence de l'Administration vaut rejet implicite au terme d'un délai de deux mois.

Après un recours gracieux ou hiérarchique, le délai du recours contentieux ne court qu'à compter du rejet explicite ou implicite de l'un de ces recours.

- un recours contentieux, en saisissant le Tribunal Administratif : 28, rue de la Bretonnerie 45057 Orléans cédex 1

Le tribunal administratif peut également être saisi par l'application informatique Télérecours accessible par le site internet www.telerecours.fr